

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA CRISE CHYPRIOTE THE CYPRUS CRISIS

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides
Thalia Tassou

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Panayiotis Constantinides

Contributors / Contributions de
Jean Catsiapis
Giorgos Kentas
Michalis Kontos
Aris Petasis
Christos Psilogenis

Panayotis J. Tsakonas, Dimitris K. Xenakis
*European Approaches to Illegal Migration in
the Mediterranean: An Overall Assessment*

Panagiota Manoli
*Overlapping Crises Cast Shadow Over
Euro-Mediterranean*

Konstantinos Lambropoulos
*Obama's Elusive Foreign Policy "Doctrine"
and its Impact on the MENA Region*

Volume 21, No 1, Spring / Printemps 2013

1

La crise Chypriote

Stephanos Constantinides*

Le 26 Mars 2013, le journaliste français Antoine Reverchon écrivait dans le cahier *Économie et Entreprise* du *Monde*: «La crise chypriote aura servi, s'il en était encore besoin, de révélateur de la crise de légitimité que traversent les institutions européennes, au niveau communautaire comme à celui de chaque Etat membre, tous incapables d'impulser une décision comme de tracer une perspective, ou au moins d'offrir à l'opinion une image de volonté et de dynamisme...». Le même jour à la une, le même journal titrait: *Le FMI et Berlin imposent leur loi à Chypre*.

Le leader de la gauche française Jean-Luc-Melenchon dans un article intitulé «En route vers l'Europe allemande» abondait dans le le même sens:

*L'essentiel pour moi c'est l'accélération de l'histoire qui se produit en ce moment avec l'épisode Chypriote. Le titre du «Monde» résume l'épisode géopolitique et financier: «Le FMI et Berlin imposent leur loi à Chypre». Berlin! C'est officiel, la carte de la puissance a changé en Europe! Et pendant ce temps la France est tétanisée par des chefs sans consistance qui se rêvent en «bon élève de la classe européenne».*¹

Dans la nuit de vendredi 15 à samedi 16 mars 2013 les ministres des finances de l'Eurozone au terme d'une nuit de négociations ardues optèrent pour un prélèvement sur les dépôts pour résoudre la crise financière chypriote faisant payer pour la première fois les déposants. Le plan prévoyait une aide de 10 milliards d'euros (55 % du PIB de l'Ile) venant de la zone euro et, une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires de 6,75 % jusqu'à 100 000 euros et 9,9 % au-delà, devant rapporter 5,8 milliards d'euros.² Ce plan a été refusé par le parlement chypriote et les discussions se sont poursuivies.

En fait il y a eu deux plans de sauvetage pour Chypre. Le premier plan, celui de la nuit du vendredi 15 au samedi 16 mars 2013, mentionné plus haut et rejeté par le parlement chypriote et un second plan adopté le 25 mars 2013

* Centre de recherches helléniques-Canada KEEK
Université du Québec à Montréal

qui est finalement imposé à Nicosie.³ Ce second plan comprend la garantie des dépôts de moins de 100 000 euros, la Laiki Bank est condamnée, ses dépôts de moins de 100 000 euros et les actifs de bonne qualité sont transférés dans la Bank of Cyprus, le reste des dépôts et des crédits est intégré pour assurer le financement des décotes des actifs de la banque, touchant les revenus possibles de la liquidation de celle-ci. Les dépôts de plus de 100 000 euros de la Bank of Cyprus sont transformés en actions de la Bank of Cyprus pour 37,5 % de ces dépôts,⁴ les 22,5 % supplémentaires devant être immobilisés.⁵ Le plan vise à lever 7 milliards d'euros, en retour des 10 milliards d'euros de prêt accordé à Chypre. Ce plan a été accepté par le parlement chypriote.

À la réunion de l'Eurogroupe à Dublin le 12 Avril, les ministres des Finances de la zone euro ont approuvé un plan de sauvetage de 23 milliards d'euros pour Chypre, qui comprenait un prêt de 10 milliards d'euros pour les 3 prochaines années par la troika (Fonds monétaire international, Commission européenne et Banque centrale européenne) et une contribution de 13 milliards d'euros par Chypre. Par opposition à l'accord de renflouement préliminaire établi entre la troika et le gouvernement précédent en novembre dernier, Chypre devra contribuer 13 milliards d'euros, soit 5,5 milliards de plus que l'estimation initiale de 7,5 milliards.

En fait il s'agit d'une confiscation des épargnes des citoyens pour «sauver les banques». Dès lors la question est posée: la recapitalisation des banques chypriotes est-elle une «répétition générale» pour ce qui s'en vient? Selon l'Institute of International Finance (IIF) situé à Washington et représentant le consensus de *l'establishment* financier, «l'approche chypriote consistant à s'attaquer aux déposants et aux créanciers lorsque les banques sont défaillantes deviendrait probablement un modèle pour faire face à des effondrements ailleurs en Europe». Selon l'Institute of International Finance (IIF), «s'attaquer aux déposants» pourrait devenir «la nouvelle norme» de ce projet diabolique, servant les intérêts des conglomérats financiers mondiaux.⁶

Chypre a officiellement sollicité l'aide financière des pays de la zone euro pour essayer de contenir les risques d'effondrement de son économie face aux difficultés de son secteur financier le 25 juin 2012. En fait le président Dimitris Christofias, politiquement affaibli, et qui se trouvait à la fin de son mandat, essayait d'éviter la tutelle de Troika, en cherchant un prêt soit auprès de

Moscou, soit auprès de Pékin. Lorsque ces efforts n'ont pas abouti il a été forcé de s'adresser au mécanisme de sauvetage de l'Union Européenne et au Fonds Monétaire International. Le 25 novembre 2012 il y a eu un accord technique entre Nicosie et la Troika sur le principe d'une aide que Chypre recevrait. Malgré le fait que le Parlement chypriote ait voté une série de lois en application de l'accord de principe, le Memorandum proposé par la Troika n'a pas été finalisé. Des pressions s'exerçaient sur Chypre pour des mesures encore plus sévères que celles qui ont été acceptées le 25 novembre 2012.⁷ D'un côté le gouvernement Christofias ne voulait pas avancer sur un terrain aussi glissant à cause des élections présidentielles qui s'approchaient et de l'autre côté les Européens étant certains que le nouveau gouvernement issu de ces élections serait plus enclin à se soumettre aux exigences de la Troika, ainsi la finalisation des négociations a été mise sur la glace pour après les élections. Après plusieurs tergiversations Christofias décida de ne pas se présenter aux élections présidentielles, tous les sondages le donnant perdant aux mains de son adversaire de la droite Nicos Anastasiades.

Aux élections présidentielles de février 2013, le parti communiste AKEL, dont était issu Christofias, présenta Stavros Malas comme candidat et le Rassemblement Démocratique DISY, parti de la Droite, présenta son chef Nicos Anastasiades. Un troisième candidat Georges Lillikas du centre-gauche, candidat indépendant, était soutenu par le Parti Socialiste EDEK. Au premier tour des élections présidentielles du 17 Février 2013 Anastasiades arrive en tête (45,46%) devant Stavros Malas (26,91%) et Georges Lillikas obtient 24,93%. Au second tour des élections tenues le 24 février Anastasiades est élu président de la République avec 57,48% des voix devant Stavros Malas qui en a obtenu 42,52%.⁸

Pendant toute la campagne présidentielle Nicos Anastasiades déclarait qu'il était exclu d'effectuer tout prélèvement sur les dépôts pour résoudre la crise financière chypriote. Or, le 15 mars à la réunion de l'Eurogroupe il accepta un plan qui comme il a déjà été mentionné plus haut, prévoyait le prélèvement de 6,75% sur les comptes bancaires chypriotes d'un montant inférieur à 100 mille euros et d'un prélèvement de 9,9% pour les comptes d'un montant supérieur à cette somme. Ainsi le plan de l'Eurogroupe prévoit un prêt de 10 milliards d'euros à accorder à Nicosie et les 7 milliards manquants seraient pour la première fois payés par les déposants des banques. Il s'agissait en effet

d'une confiscation des épargnes des particuliers pour recapitaliser les banques. Après son rejet par le Parlement chypriote le 19 Mars 2013 l'Eurogroupe et le FMI adoptent un nouveau plan pour Chypre, le 25 Mars 2013, qui a été à toutes fin pratiques imposé à Nicosie.

Le nouveau plan prévoyait un prêt de 10 milliards d'euros à Chypre, 9 milliards déboursés par l'Eurogroupe et un milliard par le FMI. Ce prêt a été soumis à des conditions draconiennes: réduction du secteur bancaire chypriote avec le démantèlement de la deuxième banque chypriote en importance, la Laiki, et la taxation de 30 à 40% des comptes bancaires des particuliers supérieurs à 100 mille euros. Avant la décision du 25 mars le ministre chypriote des Finances s'est rendu à Moscou du 19 au 21 mars dans l'espoir d'obtenir l'aide financière de la Russie. La mission était un échec essentiellement parce que Moscou ne voulait pas se brouiller avec l'Allemagne, pays qui compte parmi ses partenaires économiques les plus importants.

On a souligné par ailleurs l'inquiétude provoquée chez les épargnants européens en présentant Chypre comme «*modèle*» de sauvetage appelé à faire école. Comme on l'a écrit:

En déclarant le 25 mars que Chypre était un «modèle» de sauvetage appelé à faire école, le ministre des Finances néerlandais et président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a sévèrement ébranlé la confiance dans les banques européennes: épargnants et investisseurs en ont déduit que leur argent n'y est plus en sécurité, s'ils encourent le même traitement de choc qu'à Chypre, à savoir une ponction de 50 à 80% de leurs avoirs supérieurs au plafond garanti de 100 000 euros.⁹

À toutes fins pratiques, on dit ouvertement que la responsabilité des déposants sera engagée en cas de restructuration ou de faillite bancaire au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'un changement extrêmement important. Car cela signifie que ce qui vient de se passer à Chypre sera en fait non pas l'exception, mais la règle en cas de futur problème bancaire. Ce qu'on a appelé la "chypriotisation" des comptes bancaires, est déjà programmée.

Dans un article dans *Le Monde Diplomatique* Serge Halimi a écrit:

Samedi 16 mars 2013, tout a changé. Des institutions aussi orthodoxes que la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI), l'Eurogroupe et le gouvernement allemand de

Mme Angela Merkel ont tordu le bras (tremblant) des autorités chypriotes afin que celles-ci exécutent une mesure qui, décidée par Hugo Chavez, aurait été jugée liberticide, dictatoriale, tyrannique, et aurait valu au chef d'Etat vénézuélien des kilomètres d'éditoriaux indignés: la ponction automatique des dépôts bancaires. Initialement échelonné entre 6,75 % et 9,90 %, le taux de la confiscation correspondait à près de mille fois le montant de cette taxe Tobin dont on parle depuis quinze ans. Preuve était donc faite: en Europe, quand on veut, on peut!¹⁰

Halimi a poursuivi:

Il est en effet plus libéral de spolier un retraité chypriote en prétextant qu'on vise à travers lui un mafieux russe réfugié dans un paradis fiscal que de faire rendre gorge à un banquier allemand, à un armateur grec, à une entreprise multinationale abritant ses dividendes en Irlande, en Suisse ou au Luxembourg.

.....

Les dix-sept Etats membres de l'Eurogroupe ont ainsi osé l'impensable. Ils recommenceront. Nul citoyen de l'Union ne peut dorénavant ignorer qu'il est la cible privilégiée d'une politique financière décidée à le dépouiller du fruit de son travail au prétexte de rétablir les comptes. A Rome, Athènes ou Nicosie, des marionnettes indigènes semblent déjà résignées à mettre en musique les consignes données en ce sens par Bruxelles, Francfort ou Berlin, quitte à se retrouver ensuite désavouées par leurs peuples.¹¹

Il n'y a pas de doute que la crise économique chypriote est dûe à deux facteurs: premièrement il y a eu la crise économique mondiale qui a évidemment affecté Chypre comme tant d'autres pays. Et deuxièmement il y a eu l'incapacité du système politique chypriote et d'une oligarchie financière à gérer adéquatement l'économie de l'île. En fait, malgré la crise mondiale, une petite économie comme celle de Chypre serait gérable si des mesures adéquates étaient prises en temps opportun. Or le système politique chypriote et l'élite bancaire de l'île rongés par le favoritisme, le clientélisme et la corruption n'ont rien fait pour ne pas précipiter le pays dans le gouffre. En plus les banques chypriotes, gorgées de dettes grecques, n'ont pas résisté à la perte financière infligée aux créanciers privés d'Athènes, au début de l'année 2012.

Dans ce volume des *Etudes helléniques/Hellenic Studies* divers articles analysent la situation politique et économique de Chypre avec une emphase particulière aux dernières élections présidentielles et au danger d'imposer une solution à la question chypriote au profit de la Turquie. En effet, les données géopolitiques en Méditerranée orientale sont en pleine évolution à l'heure actuelle à cause de la découverte dans la région de gisements importants de gaz naturel mais aussi à cause des turbulences politiques dûes à la guerre civile en Syrie, au conflit israélo-palestinien et à la crise iranienne. Mais c'est surtout la découverte récente d'importants gisements de gaz et de pétrole en Méditerranée orientale qui modifie radicalement l'équation géopolitique dans la région.

Jean Catsiapis note dans son article que les élections présidentielles chypriotes des 17 et 24 février 2013 ont une double originalité. Premièrement, le président sortant Dimitri Christofias, contrairement à ses prédécesseurs ne s'est pas présenté à sa propre succession. De fait, celui-ci, conscient de l'échec de son mandat, n'a pas voulu être désavoué par le corps électoral. Deuxièmement, le problème chypriote, c'est-à-dire la question de la réunification de Chypre n'a pas été au centre de la campagne électorale, comme c'est en principe le cas - depuis 1974 - lors de toute élection politique dans l'île d'Aphrodite. C'est la crise économique et financière, qui a été le principal sujet débattu au cours de cette campagne.

Michalis Kontos dans son article adopte une approche systémique pour analyser l'élection présidentielle chypriote de Février 2013 et la compréhension du système des partis chypriotes grecs de l'ère après 1974, date fatidique de l'invasion de l'île par la Turquie et de l'occupation de sa partie nord. Il présente aussi le contexte économique qui a influé sur l'élection présidentielle de février 2013. L'auteur traite par ailleurs des premiers pas du nouveau président chypriote Nicos Anastasiades qu'il juge sévèrement après ce qu'il a accepté à la réunion de l'Eurogroupe du 15 mars 2013.

Dans une analyse approfondie de l'économie chypriote, Aris Petasis remonte jusqu'aux premières années de l'indépendance. Il note ainsi que l'histoire économique moderne de Chypre qui remonte à 1960, nous enseigne que l'économie de Chypre a été détruite à deux reprises (1974: 19% de contraction et 2013: rétrécissement de 10% -20%). Chypre doit maintenant repenser son économie à partir de la base zéro étant donné que le secteur des services hautement profitable a été détruit. Pour sortir de la dépression économique

Chypre doit: a) appliquer une solide et saine planification à long terme, b) encourager davantage l'implication de tous dans le processus de prise de décision, c) libéraliser le marché du travail d) réduire son vaste secteur public e) devenir plus compétitive et f) fournir les conditions permettant l'épanouissement de l'ingéniosité.

L'analyse de George Kentas porte sur la question chypriote, avec des références aux dernières élections et à l'économie. L'auteur, par ailleurs s'appuyant sur Thucydide, considère cette question dans le cadre du contrôle et de la domination de Chypre par des puissances antagonistes. Il pense que le problème dépasse de loin son aspect intercommunautaire et même le cadre des relations greco-turques. L'histoire, selon Kentas nous suggère que le problème de Chypre est relié à la géopolitique et aux antagonismes géo-économiques dans la région. Toute solution doit tenir compte de standards de la communauté internationale et non pas de fantômes de soit-disant opportunités de solution qui ne respectent pas les principes de droit international.

Christos Psilogenis dans son analyse historique de l'évolution politique et économique de Chypre depuis l'indépendance, pose la question de la survie de l'État chypriote dans le contexte de la crise actuelle. En effet Chypre a réussi à survivre malgré le fait que 70% de ses ressources (de richesse) aient été perdues à la suite de l'invasion turque. La découverte des réserves de gaz naturel semble être le seul moyen pour permettre à cette dernière de sortir de la situation économique épouvantable dans laquelle elle se trouve actuellement. L'auteur fait de longues références aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi qu'aux divers textes juridiques pour montrer que la Turquie viole le droit international en occupant la partie nord de l'île. En conclusion Psilogenis souligne que la découverte du gaz naturel a donné naissance à un poker stratégique en Méditerranée orientale, faisant revivre la vieille Question d'Orient.

NOTES

1. Antoine Reverchon, "Pardonnez-leur, ils savent ce qu'ils font", *Le Monde*, 26 mars 2013.
www.jean-luc-melenchon.fr/tag/chypre/

2. Anne Bauer, “La zone euro veut sauver Chypre avec la participation des déposants bancaires”, *Les Échos* du 18 mars 2013.
3. Anne Bauer, “La zone euro veut sauver Chypre avec la participation des déposants bancaires”, *op.cit.*
“Bank of Cyprus confirme une taxe sur les gros déposants”, *Les Échos*, 30 mars 2012.
4. *Ibid.*
5. “Chypre: les gros dépôts pourraient être plus ponctionnés que prévu”, *Le Monde*, 30 mars 2013.
6. www.globalresearch.ca/the-confiscation-of-bank-savings.../5329411
canadiansituations.wordpress.com/.../canadian-banks-copy-cyprus-steal-
Economic Times of India, 27 mars 2013.
“Bank of Cyprus haircut could reach 60% “, *FT.com - Financial Times*
www.ft.com › *World*
7. *O Phileleftheros*, quotidien grec de Nicosie, 25, 26, 27 novembre 2013.
8. *O Phileleftheros*, quotidien grec de Nicosie, 18 février 2013, LePoint.fr 18 février 2013.
9. Nathalie Dubois, «Chypre: nouvelle tuile sur l’ardoise», *La Libération*, 13-14 avril 2013.
10. Serge Halimi, «La leçon de Nicosie», *Le Monde Diplomatique*, avril 2013.
11. *Ibid.*
«Fate of Island depositors was sealed in Germany», *Financial Times*, Londres, 18 mars 2013.